



**mission
inclusion**

**Revue de presse
1^{er} au 15 septembre 2022**



Table des matières

Mission inclusion.....	3
<i>Rien à signaler</i>	4
Champs d'action au Québec.....	5
Des initiatives en soutien aux personnes peu alphabétisées	6
Le Devoir – 2022-09-03	6
1200 bénévoles recherchés pour compter les sans-abri de Montréal	9
La Presse + – 2022-09-08 – p. ACTUALITÉS_18.....	9
Amener la culture dans les résidences pour aînés grâce au robot Cutii	10
L'Hebdo Journal – 2022-09-08	10
Deux serres communautaires pour cultiver l'autonomie alimentaire des Laurentides	12
L'Info du Nord – 2022-09-08	12
La Recette souligne sa première récolte en forêt nourricière	14
Le Quotidien – 2022-09-09	14
Chez Doris ouvre un nouveau refuge de nuit pour femme	15
Métro – 2022-09-15	15
Champs d'action à l'international.....	17
« Mon corps compte » : les survivants de viol se font entendre à l'ONU	18
Radio-Canada – 2022-09-02	18
L'indice de développement humain fait un grand bond en arrière (ONU)	20
La Tribune – 2022-09-08	20
Le Nigeria pris dans une effroyable spirale de kidnappings	22
TV5 Monde Afrique – 2022-09-09	22
La «faim aiguë» fortement aggravée par la crise climatique dans les pays les plus exposés	26
Radio-Canada – 2022-09-15	26
Actualité à surveiller.....	28
<i>Rien à signaler</i>	29



Mission inclusion



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Des initiatives en soutien aux personnes peu alphabétisées

Le Devoir – 2022-09-03

Par : Martine Letarte

<https://www.ledevoir.com/societe/education/748716/des-initiatives-en-soutien-aux-personnes-peu-alphabetisees>

Chacun chez soi, rivé à son écran pour tout faire, de la demande de subvention gouvernementale à la rencontre d'équipe au travail, en passant par le magasinage, sans oublier le souper d'anniversaire du neveu. La pandémie a été difficile à vivre pour la plupart des gens, mais particulièrement pour ceux qui ont un faible niveau de littératie. Pour mieux répondre aux besoins exacerbés par la pandémie, plusieurs organismes d'alphabétisation ont récemment lancé de nouvelles initiatives. En voici trois.

Le projet Parlons littératie ! du Centre d'éducation des adultes (CEA) de Kamouraska–Rivière-du-Loup a permis de créer des capsules vidéo pour aider les organismes à communiquer plus efficacement et plus respectueusement avec la population peu alphabétisée. Les vidéos ont été développées par les enseignantes Catherine Fournier et Isabelle Labrecque, la conseillère d'orientation Valérie Lepage, en collaboration avec Pauline Solomon, formatrice de l'ABC des Portages. Leur initiative semble faire son chemin progressivement au Centre de services scolaire (CSS) de Kamouraska–Rivière-du-Loup, mais également un peu partout dans la province.

« Remplir un formulaire gouvernemental, comprendre un document légal, déchiffrer une facture, lire une prescription et inscrire son enfant à la garderie ou à l'école sont autant de situations qui peuvent représenter un défi de taille pour beaucoup d'adultes qui présentent de faibles compétences en littératie », explique par voie de communiqué Nathalie Bélanger, directrice du CEA de Kamouraska–Rivière-du-Loup.

Pas moins d'une personne sur deux âgée de 16 à 65 ans, au Québec, ne détient pas les compétences minimales en lecture afin qu'elle puisse être à la fois autonome, fonctionnelle et indépendante dans ses activités au quotidien, selon le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, une initiative de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En matière de littératie, le Bas-Saint-Laurent se trouve sous la moyenne québécoise, selon la Fondation pour l'alphabétisation. « Pour nous, cela a été l'élément déclencheur, affirme Nathalie Bélanger. Comme organisme public oeuvrant dans le secteur de la formation des adultes, nous devons faire quelque chose. Il était impératif de sensibiliser, d'informer et d'outiller les entreprises, les différents organismes de notre communauté ainsi que le secteur de la santé sur les différents niveaux de littératie et sur l'importance d'adapter leurs interventions au quotidien. »

Pour atteindre le plus grand nombre de personnes sur le territoire, quatre capsules d'une quinzaine de minutes ont été créées sur ces thèmes : Qu'est-ce que la littératie ?, Les comportements observables, Adapter ses communications à l'oral, Adapter ses communications écrites. Ces capsules sont aussi accompagnées d'outils, comme une affiche informative et une roulette de la littératie regroupant les différents niveaux de compétences de -1 à 5.

« La démarche nous a amenés à nous questionner sur nos propres pratiques, ajoute Nathalie Bélanger. Nous avons apporté d'importantes améliorations au processus d'accueil des nouveaux



élèves. Beaucoup de malentendus découlent souvent d'une mauvaise compréhension de l'information transmise. Notre boîte à outils est aussi très appréciée par notre organisme. Plusieurs établissements de notre CSS l'utilisent dans leurs communications avec les parents. Un autre CSS nous a contactés récemment en vue d'utiliser le matériel que nous avons développé. »

Parlons littératie ! est issu d'un plan d'action global du CEA pour aider les adultes afin qu'ils puissent vivre dans un monde de plus en plus complexe qui exige un certain niveau de littératie.

L'Étiquette: pour la simplification des communications

Pour sensibiliser les gens à l'analphabétisme et à l'importance de simplifier les communications, le groupe populaire en alphabétisation l'Ardoise, à Sorel-Tracy, a créé l'Étiquette — Oser la porter ! Ce projet mise sur la valorisation du droit à l'information des personnes peu alphabétisées en offrant des services appropriés. En affichant le logo de l'initiative, les organismes pourront être reconnus par les personnes peu alphabétisées comme des espaces adaptés à leur situation.

Ces gens sont nombreux. Au Québec, plus de la moitié de la population active possède un niveau de littératie de deux ou moins sur une échelle qui en contient six. Or, il faut atteindre le troisième niveau pour être en mesure de saisir les communications actuelles au Québec. Se maintenir en santé, obtenir ou conserver un emploi, s'intégrer dans le parcours scolaire de leurs enfants, éviter la précarité financière, ce sont souvent les défis auxquels font face les personnes ayant un niveau faible de littératie.

« Bien que l'analphabétisme entraîne des conséquences individuelles très concrètes, il s'agit avant tout d'un problème de société qui empêche la participation active de plus de la moitié des personnes âgées de 16 ans et plus et nous devons agir collectivement pour améliorer les conditions de vie des personnes peu alphabétisées », soutient Suzie Blanchard, chargée de projet en transformation sociale à l'Ardoise.

Le droit à l'information est d'ailleurs l'un des droits les moins bien respectés chez les adultes peu alphabétisés, d'après une consultation du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

C'est face à ce constat que l'initiative l'Étiquette — Osez la porter ! a été élaborée. Les objectifs sont de sensibiliser les organismes de tout genre, qui donnent des services à la population, sur le droit à l'information et de les outiller pour qu'ils puissent simplifier leurs communications. L'initiative veut aussi favoriser la participation des personnes peu alphabétisées « à la collectivité dans la dignité, car elles recevront des services adaptés à leur réalité », plaide Martine Simard, directrice générale de l'Ardoise.

Le groupe populaire en alphabétisation a récemment revu son offre de services après que plusieurs besoins eurent été révélés par la pandémie. La COVID a en effet amené plusieurs personnes à devoir remplir d'urgence des formulaires en ligne, par exemple pour obtenir de l'aide gouvernementale. L'Ardoise offre entre autres de l'accompagnement et du soutien individuel gratuit à la lecture, à l'écriture et à l'utilisation des technologies numériques à Sorel-Tracy, une ville marquée par son passé industriel.

Un nouvel espace à Saulnierville



Ayant son siège social à Tusket, l'Équipe d'alphabétisation — Nouvelle-Écosse, qui aide les Néo-Écossais à apprendre la langue française et à développer des compétences liées à l'employabilité, a dû prendre le virage de l'offre de services en ligne depuis le début de la pandémie. Si les formations sont encore offertes à distance, l'organisme a toutefois observé un besoin pour une présence physique, notamment lorsque vient le temps de développer des compétences de base à l'ordinateur. Sa formation dans le domaine permet d'apprendre entre autres à naviguer sur des sites Web, à envoyer des courriels, à créer un compte Facebook et à parler à ses proches à l'aide de certains logiciels de vidéoconférence. C'est donc à la demande de la population que l'organisme communautaire a ouvert, en juin, un bureau à Saulnierville.

L'Équipe d'alphabétisation — Nouvelle-Écosse offre six autres formations à la population. Alpha familiale donne des ateliers aux familles francophones acadiennes avec de jeunes enfants. L'objectif est d'améliorer les compétences parentales chez l'adulte et lui faire prendre conscience de l'importance de la lecture dès le jeune âge à la maison. Le programme Je parle français avec mon enfant permet par ailleurs aux parents de renforcer leur niveau de français pour qu'ils puissent accompagner leur enfant dans les premières années à la garderie ou à l'école. Alpha communautaire aide, quant à lui, à l'acquisition d'une base en lecture, en rédaction, en conversation et en mathématiques pour les adultes acadiens et francophones. De la formation numérique aux personnes âgées qui ont des besoins particuliers pour favoriser leur inclusion sociale est offerte avec Impact aîné.e.s. Du côté professionnel, Compétences au travail présente dix petits ateliers sur des éléments importants à avoir en milieu de travail pour une ambiance décontractée et participative.

Le volet formation à distance offre pour sa part plus de 50 cours à suivre de façon autonome dans les domaines de la grammaire française, des mathématiques et de la sécurité informatique.

La mission de l'Équipe d'alphabétisation — Nouvelle-Écosse, qui célèbre cette année son 30^e anniversaire, est de permettre aux adultes d'être autonomes dans leur vie personnelle, professionnelle et sociale. Fermé l'été, l'organisme communautaire reprend ses activités le 6 septembre.

[Retour à la table des matières](#)



1200 bénévoles recherchés pour compter les sans-abri de Montréal

La Presse + – 2022-09-08 – p. ACTUALITÉS_18

Par : Philippe Teisceira-Lessard

ACTUALITÉS

Un arsenal saisi dans le sous-sol d'un Montréalais


Un gestionnaire municipal et un homme d'affaires arrêtés par l'UPAC

Paul-Hus deviendrait le lieutenant de Poilievre au Québec

Adil Charkaoui ne pourra pas enseigner au Québec


En bref

+ WEB LISEZ d'autres nouvelles



Une arme à feu saisie chez Ziad Antoine Chamoun
PHOTO DÉPOSÉE EN COUR

Un arsenal saisi dans le sous-sol d'un Montréalais

 **LOUIS-SAMUEL PERRON**
La Presse

Une dizaine d'armes à feu sans numéro de série

Le réseau de la santé cherche 1200 bénévoles pour dénombrer les sans-abri à Montréal, le 11 octobre. L'opération, qui durera toute la soirée, constituerait le meilleur moyen d'obtenir un portrait fiable de l'itinérance dans la métropole. L'initiative « permettra d'estimer le nombre de personnes en situation d'itinérance, d'évaluer leurs besoins et d'adapter les services offerts », indique le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal dans un communiqué. « Les bénévoles seront invités à s'impliquer pour des blocs de trois heures », a ajouté l'organisation. Ils seront appelés à faire répondre à des questionnaires dans des lieux extérieurs ou dans des refuges, ou bien à agir comme chef d'équipe pour des équipes de trois à six personnes. C'est la troisième fois que le réseau de la santé fait le décompte des itinérants à Montréal dans les dernières années. En 2018, 3149 sans-abri avaient été dénombrés dans les rues de Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



Amener la culture dans les résidences pour aînés grâce au robot Cutii

L'Hebdo Journal – 2022-09-08

Par : Marie-Ève Alarie

<https://www.lhebdojournal.com/culture/amener-la-culture-dans-les-residences-pour-aines-grace-au-robot-cutii/>

Il se déplace par des commandes à distance, il affiche un beau sourire et il peut même danser! Mais surtout, le robot Cutii peut aller à la rencontre des aînés dans les CHSLD et résidences pour aînés pour permettre le contact en visioconférence avec une personne de l'extérieur et même offrir des animations culturelles.

Le Musée POP est d'ailleurs l'un des collaborateurs au projet de recherche Favoriser la vie active et l'inclusion sociale des personnes aînées ou à mobilité réduite à l'aide des technologies.

Introduit au Québec par Alaviva, Cutii se veut un outil de communication technologique destiné à offrir aux personnes âgées ou à mobilité réduite, des activités culturelles et stimulantes à distance.

La directrice générale du Musée POP, Valérie Therrien, y voit une belle opportunité d'aller à la rencontre d'un public qui n'est pas en mesure de venir profiter des installations de l'institution muséale.

« On a la volonté d'aller à la rencontre de nos publics à l'extérieur du musée. Ça permet de donner accès à nos collections aux personnes âgées en CHSLD ou en résidence pour aînés qui ne sont pas en mesure de se déplacer pour venir nous voir. C'est une occasion de faire de la médiation culturelle, présenter nos collections et du contenu culturel via le robot. On voulait vraiment participer à ce mouvement pour s'assurer de l'inclusion de toutes nos clientèles, incluant à l'extérieur du musée », explique-t-elle.

Un animateur peut prendre le contrôle du robot pour aller à la rencontre des gens. Le robot compagnon reçoit un bel accueil là où il passe dans les résidences qui prennent part au projet-pilote et il a l'avantage d'être autoportant, contrairement à une tablette que les gens doivent tenir dans leurs mains.

« Ça permet de faire une activité en direct avec un animateur. On a visité une trentaine de résidences depuis le début de l'été, dont la résidence Louis-Denoncourt à Trois-Rivières. Notre visage apparaît dans l'écran de Cutii et c'est comme si on était téléporté dans un autre lieu, raconte Andrée Pelletier, présidente d'Alaviva. On peut, par exemple, faire faire des exercices à des gens et, les fois qu'on l'a essayé, les gens participaient vraiment bien. On peut créer une belle innovation sociale avec cette technologie. »

« C'est aussi dans l'optique de briser l'isolement, ajoute Mme Pelletier. Cutii permet de vivre une expérience et il a un effet positif sur le personnel et les proches. Les gens ont quelque chose de positif à raconter à la fin de la journée. »

Le Musée POP voit différentes possibilités d'animation à exploiter avec Cutii. L'animateur pourrait, par exemple, amener virtuellement les gens dans une salle d'exposition ou dans la réserve du musée pour offrir une sorte de visite VIP ou encore de raconter des contes et légendes



du Québec. L'institution est également riche de nombreux artefacts de culture populaire pouvant éveiller des souvenirs de jeunesse aux personnes atteintes d'Alzheimer, également.

« C'est aussi une expérience de médiation complètement différente pour nos animateurs, souligne Mme Therrien. Ça leur permet de développer d'autres aptitudes pour collaborer et interagir avec des gens, car c'est certain que tu ne peux pas animer de la même façon avec une personne ayant un trouble cognitif et un groupe scolaire. »

Le Musée POP ne possède pas de robot Cutii actuellement, mais Valérie Therrien n'exclut pas l'idée d'en acquérir un dans l'avenir. « Ça pourrait être un bon médium pour les besoins du volet hors les murs, convient-elle. Il y a également une interaction par rapport à l'aîné qui reçoit l'activité et de favoriser l'inclusion. »

[Retour à la table des matières](#)



Deux serres communautaires pour cultiver l'autonomie alimentaire des Laurentides

L'Info du Nord – 2022-09-08

Par : Martin Dumont

<https://infodunordtremblant.ca/actualites/2022/09/08/deux-serres-communautaires-pour-cultiver-lautonomie-alimentaire-des-laurentides/>

Deux projets de serres communautaires ont été officiellement inaugurés dans les municipalités de Montcalm et Lac-Supérieur, le 31 août dernier.

Initié par Bouffe laurentienne, l'idée de départ était d'offrir aux familles dans le besoin un accès à de la nourriture saine et peu coûteuse produite et distribuée localement. Bouffe laurentienne, qui contribue déjà à aider les familles qui se trouvent dans une situation précaire, a profité de subventions pour mettre sur pieds les infrastructures de deux projets qui ont vu le jour au printemps 2022.

« On parlait d'un projet de jardin communautaire depuis des années dans la région [...] En temps de COVID-19, des subventions étaient disponibles pour favoriser le rapprochement des communautés [...] Le timing pour ces projets était parfait », stipule le directeur de Bouffe laurentienne et initiateur du projet Dominique Cadieux.

Cultiver du printemps à l'automne

D'une dimension de 25 pieds sur 25 pieds, les deux serres auront coûté ensemble 110 000\$ en équipement et en main-d'œuvre. En plus des terrains, les municipalités ont offert l'accès à l'eau et à l'électricité ainsi qu'une implication bénévole de leurs citoyens.

Selon M. Cadieux, la culture en serre permet d'obtenir de meilleurs rendements par le maintien d'une température stable, ce qui accélère la croissance des cultures et prolonge la saison végétative. Mentionnons que la ferme biologique familiale La Récolte de la Rouge par l'entremise de son propriétaire Mathieu Roy, a partagé ses connaissances pour faciliter l'implantation du projet.

Chapeauté par une jardinière professionnelle, les bénévoles impliqués dans l'entretien de la serre apprennent rapidement et leur engouement est contagieux selon les observations de la conseillère municipale Luce Baillargeon « Les gens s'arrêtent ici, posent des questions sur la serre! », exprime celle qui est aussi bénévole dans le projet.

Une production qui profite à tous

Une partie de la production est envoyée au comptoir alimentaire de la municipalité afin d'aider les personnes en situation précaire. Une autre portion est remise aux bénévoles qui se sont impliqués dans l'entretien et la culture de la serre. Le reste sera directement remis à la communauté.

Si on en croit Dominique Cadieux, avec la mise sur pied de ce projet, la population a l'occasion de s'impliquer dans une activité citoyenne qui contribue à développer un sentiment de fierté et de valorisation pour certaines personnes isolées. « Les enfants du camp de jour sont venus dans la serre faire des activités d'horticulture [...] Ça répondait bien, ils étaient curieux [...] c'est important



de transmettre ces valeurs de consommer une nourriture saine aux générations futures », remarque M. Cadieux.

Outre les animations offertes par le camp de jour, des activités sont aussi proposées à la population afin de mieux connaître le fonctionnement de la serre et conscientiser l'origine de la nourriture que l'on mange. « On ne sait pas, ça va peut-être donner le goût aux gens de cuisiner plus souvent, mieux manger et même construire leur propre serre ! », mentionne Luce Baillargeon.

À noter que les deux projets de serres communautaires n'auraient pu être possibles sans la contribution des municipalités de Lac-Supérieur et Montcalm, du gouvernement fédéral, du CISSS des Laurentides, ainsi que de nombreux bénévoles.

[Retour à la table des matières](#)



La Recette souligne sa première récolte en forêt nourricière

Le Quotidien – 2022-09-09

Par : Denis Villeneuve

<https://www.lequotidien.com/2022/09/09/la-recette-souligne-sa-premiere-recolte-en-foret-nourriciere-6f6ba12a4b064b3a95df604a4a9e5cea>

Plusieurs citoyens de Chicoutimi ont participé à la première récolte de la forêt nourricière du service alimentaire La Recette, vendredi matin.

Les participants ont pu récolter différentes fines herbes, de même que les fruits et légumes plantés dans les îlots et les bacs, dans le cadre du projet Canopée et biodiversité Saguenay, qui est chapeauté par l'organisme Eurêko !.

Selon Annie Jean-Lavoie, agente de développement et communication, la Fête des récoltes était le couronnement de l'initiative, qui a débuté avec l'aménagement d'un petit potager sur les terrains du Centre 216 des Oblats, mais qui s'est depuis étendu, avec l'ajout de tables de pique-nique et de bancs, pour rendre l'endroit agréable.

Pendant tout l'été, des bénévoles ont mis la main à la terre pour cultiver les légumes, arroser les plants et procéder au sarclage, entre autres. « Les gens ont réalisé que c'est beaucoup de travail. Il nous fallait 1 h 30 seulement pour arroser la forêt nourricière. Notre souhait est qu'elle permette d'atteindre un certain degré d'autosuffisance alimentaire pour les familles, les gens du quartier et les étudiants qui ont fait du bénévolat. C'est une suite logique à la mission que l'on s'est donnée », affirme Annie Jean-Lavoie.

Cette dernière a souligné que La Recette cumulera dans quelques jours 26 années d'implication pour la sécurité alimentaire du milieu.

La Fête des récoltes a aussi été l'occasion pour les citoyens présents de déguster épis de maïs et hot-dogs.

[Retour à la table des matières](#)



Chez Doris ouvre un nouveau refuge de nuit pour femme

Métro – 2022-09-15

Par : Quentin Dufranne

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2906096/chez-doris-ouvre-nouveau-refuge-de-nuit/>

L'organisme Chez Doris, qui vient en aide aux femmes en situation d'itinérance, a inauguré jeudi son nouveau refuge de nuit pour femmes. Le nouveau refuge de nuit Elspeth McConnell pourra accueillir dès le 19 septembre jusqu'à 24 femmes, offrant un total de 8 760 nuitées par année.

La campagne de financement «Chez Doris, Jour et nuit» a permis à l'organisme de récolter plus de 15 M\$, dont la majorité vient de partenaires privés et des trois paliers gouvernementaux, dont 1,88M\$ de la Ville de Montréal. De cette somme, 5,2 M\$ ont servi à l'achat d'une maison du 19e siècle située au 1437 rue Chomedey et à effectuer les travaux d'amélioration du refuge de nuit.

Les fonds amassés par la campagne de financement permettront aussi à Chez Doris d'ouvrir une résidence permanente de 26 appartements locatifs abordable pour des femmes en situation de précarité dès 2023.

«Nous observons une augmentation constante de femmes à la recherche d'endroits sains et sécuritaires pour passer la nuit et une hausse des demandes d'aide pour trouver un logement», explique la directrice générale de Chez Doris, Marina Boulos-Winton.

Notre nouveau refuge nous permettra d'atteindre les femmes vulnérables là où elles se trouvent, 24 heures sur 24, 365 jours par année.

Marina Boulos-Winton

Le nouveau refuge de nuit se situe sur le trottoir en face du refuge de jour préexistant de Chez Doris, et à quelques rues du Square Cabot.

Un refuge inclusif et adapté

Lors de l'inauguration, l'odeur de peinture fraîche embaumait les pièces du nouveau refuge, qui se décline sur trois étages. Sur les 24 lits, 22 sont des lits-capsules, afin de donner plus d'intimité aux bénéficiaires. Chaque lit est doté de son propre système de ventilation, d'une lampe de nuit, d'accès au wifi et d'une prise électrique. Deux lits réguliers seront aussi à disposition dans des chambres séparées.

L'immeuble comprend un vestiaire, des salles de bain, une buanderie, une salle à manger, ainsi qu'une cuisinette et une salle polyvalente. Dans l'optique d'être le plus inclusif possible, une rallonge avec ascenseur a été ajoutée au bâtiment pour permettre l'accès à la clientèle à mobilité réduite.

Grâce à un partenariat avec la fondation Zarabella, les femmes en situation d'itinérance pourront même venir accompagnées de leur chien.

Besoins de services psychiatriques

Les troubles psychiatriques présents chez de plus en plus de femmes en situation d'itinérance sont un des enjeux pour Chez Doris.



On a toujours eu des femmes avec des problèmes mentaux, mais pas autant [...]. On se retrouve avec des personnes non traitées qui ont besoin d'aide médicale. Pour nous, c'est un cri d'alarme.

Marine Boulos-Winton, directrice générale de Chez Doris

Un psychiatre vient déjà une fois par mois, mais pour la directrice générale, il est nécessaire d'avoir plus de services psychiatriques pour venir en aide à sa clientèle. Elle demande ainsi l'aide du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) et du CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal pour déployer plus de ressources en santé mentale.

Un lieu sans jugement

Une problématique bien connue de Chez Doris est la crainte des femmes trans et des personnes non-binaires en situation d'itinérance de se faire discriminer dans les services d'hébergement. En conséquence, un grand nombre de ces personnes ne vont pas dans les centres d'hébergement d'urgence.

«Tout le monde s'est ajusté avec le temps et c'est de l'éducation aussi», dit Marine Boulos-Winton.

Elle explique que les employées du refuge ont été formées aux réalités des personnes LGBTQ2+ pour permettre de les accueillir dans les meilleures conditions, et ce, sans jugement. Prochainement, une employée transgenre et une personne non-binaires intégreront aussi l'équipe de Chez Doris.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



« Mon corps compte » : les survivants de viol se font entendre à l'ONU

Radio-Canada – 2022-09-02

Par : Agence France-Presse

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1910451/viol-onu-temoignages>

« Mon viol compte, mon corps compte » : des victimes de viols ont fait passer leur message vendredi à l'ONU, où l'Assemblée générale a adopté une résolution « historique » sur l'accès à la justice des rescapés de violences sexuelles.

Dans un texte adopté par consensus, l'Assemblée générale exhorte les États à prendre des mesures efficaces, dans le cadre de leur système juridique national et conformément au droit international, pour permettre aux victimes et aux personnes rescapées de violences sexuelles et fondées sur le genre d'avoir accès à la justice, aux voies de recours et à l'assistance.

La résolution, accueillie par des cris de joie et des applaudissements, souligne notamment l'importance pour les victimes d'accéder rapidement et sans entrave à la justice, la nécessité de renforcer la coopération internationale et l'importance de la protection des droits des femmes de manière générale.

L'Assemblée générale n'a jamais voté une résolution autonome qui reconnaît le viol en temps de paix, c'est un jour historique, a commenté auprès de l'AFP Amanda Nguyen, fondatrice de l'ONG Rise, qui se bat pour ce texte depuis des années afin de faire entendre la voix des 1,3 milliard de survivants d'agressions sexuelles à travers le monde.

Je voulais être astronaute, je ne voulais pas être une activiste, mais voilà, je me retrouve ici. Et les vêtements que je portais quand j'ai été violée sont exposés ici, poursuit la militante de 30 ans.

Pantalons, shorts, robes plus ou moins couvrantes, et même un maillot de bain de petite fille : depuis la mi-juillet et jusqu'à vendredi, 103 mannequins étaient exposés dans le hall du quartier général de l'ONU.

Une exposition baptisée What were you wearing? (Qu'est-ce que vous portiez?) pour dénoncer la culpabilité trop souvent rejetée sur les victimes d'agressions sexuelles.

Au nom de l'UE, l'ambassadeur tchèque Jakub Kulhanek a salué la détermination des organisations de survivants pour pousser la résolution adoptée vendredi.

Au-delà du traumatisme lui-même, les survivants font trop souvent face à des barrières inacceptables pour avoir accès à une assistance, à la justice et à la réparation, a-t-il ajouté.

Nous savons que nous devons faire plus pour éliminer les violences sexuelles dans le monde, cette résolution qui fait date nous rapproche de cet objectif, a commenté de son côté lors du débat le représentant américain Jeffrey DeLaurentis, notant toutefois que le texte ne crée pas de droits ou d'obligations dans le droit international.

Un symbole puissant



Mais même si cette résolution de l'ONU peut être vue seulement comme symbolique, c'est un symbole puissant, estime Amanda Nguyen. Parce que nous sommes là, nous crions. Nous disons que notre viol compte et vous devez le reconnaître.

Toutes les victimes ou les survivants d'agression sexuelle comptent, a renchéri Jessica Long, une Américaine de 43 ans agressée lors d'un voyage à l'étranger et qui explique n'avoir jamais pu faire reconnaître ses droits.

Nous nous battons avec vous, le monde se bat avec vous, a-t-elle lancé lors d'un entretien avec l'AFP, se sentant privilégiée de pouvoir être une voix pour ceux qui n'en ont pas à cause de leur âge, de leur genre, de leur race, de là où ils sont nés.

De nombreux défenseurs du texte, présenté par la Sierra Leone avec le soutien d'une cinquantaine de pays, espéraient qu'il soit adopté sans l'ombre d'une réserve par l'ensemble des États membres. Mais le Nigeria, soutenu par plusieurs autres délégations, notamment l'Égypte, la Malaisie ou l'Iran, a tenté de modifier le texte.

Tous ses amendements qui réclamaient la suppression de références aux violences sexuelles au sein du couple, à la violence fondée sur le genre, ou encore à l'accès à la contraception, ont toutefois été largement rejetés.

Nous demandons aux gens non seulement de comprendre que les stigmates du viol doivent être abolis, mais aussi de se regarder dans le miroir et de se demander : "Qu'est-ce que j'ai fait à ce sujet?", a déclaré Amanda Nguyen.

Nous sommes plus d'un milliard de personnes sur cette planète dont les droits n'avaient pas été reconnus ici, a-t-elle dit. Et aujourd'hui, ils le sont.

[Retour à la table des matières](#)



L'indice de développement humain fait un grand bond en arrière (ONU)

La Tribune – 2022-09-08

<https://www.latribune.fr/economie/international/l-indice-de-developpement-humain-fait-un-grand-bond-en-arriere-onu-929472.html>

Pour la première fois depuis sa création il y a plus de 30 ans, l'Indice de développement humain, qui prend en compte espérance de vie, éducation, et niveau de vie, a reculé deux années de suite, en 2020 et en 2021. Conséquence : selon l'ONU, « le monde est revenu cinq ans en arrière en matière de développement humain », avec une espérance de vie qui ne cesse de baisser.

Le recul de l'Indice de développement humain est en grande partie tiré par la baisse de l'espérance de vie de plus d'un an et demi entre 2019 et 2021 (71,4 ans en 2021 contre 73 ans en 2019) alors que quelques mois sont en général gagnés chaque année.

« Malgré la reprise importante de l'économie en 2021, l'espérance de vie continue à décliner », a noté l'auteur du rapport Pedro Conceição lors d'une conférence de presse, qualifiant ce déclin de « choc sans précédent ». Ainsi, « aux États-Unis, il y a eu une baisse de deux ans de l'espérance de vie, dans d'autres pays la chute est encore plus grande ».

Lire aussi

Etats-Unis : la lutte contre l'inflation va « faire souffrir » et « prendra du temps », prévient le patron de la Fed

Le rapport décrit aussi un monde et une population « perturbés » par ces crises qui s'accumulent et « l'incertitude » qui en découle. « Nos voisins deviennent parfois la principale menace, que ce soit au niveau local ou entre les nations. Et cela nous paralyse », estime Achim Steiner, craignant que toutes ces « frustrations » ne mènent certains sur la voie des extrêmes et de la violence.

Pour sortir de cette spirale infernale, le rapport suggère notamment de se concentrer sur trois axes : investissements notamment dans les énergies renouvelables et la préparation aux futures pandémies, assurance pour absorber les chocs et innovations pour renforcer les capacités à faire face aux prochaines crises.

Le Pnud appelle également à ne pas poursuivre la récente tendance à la baisse de l'aide au développement destinée aux pays les plus vulnérables. Ce serait une « grave erreur », qui réduirait « nos capacités à travailler ensemble », insiste Achim Steiner. Alors que « changement climatique, pauvreté, cybercriminalité, pandémies nécessitent que nous travaillions ensemble, en tant que communauté internationale ».

Lire aussi

Énergies renouvelables : le plan de la France pour enfin rattraper son retard

ZOOM : LA POLLUTION DE L'AIR RACCOURCIT LA DUREE DE VIE DE PLUS DE DEUX ANS

Selon une étude publiée en juin dernier, la pollution de l'air aux particules fines, liée en majorité à la combustion d'énergies fossiles, raccourcit la durée de vie de plus de deux ans en moyenne dans le monde.



Ces microparticules (dites PM_{2,5}, soit inférieures à 2,5 microns, le diamètre d'un cheveu), classées cancérogènes par les Nations unies en 2013, pénètrent en profondeur dans les poumons et s'introduisent dans le sang. Elles peuvent provoquer maladies respiratoires et cardiovasculaires.

L'OMS recommande que la densité de PM_{2,5} dans l'air ne dépasse pas les 15 microgrammes par mètre cube sur toute période de 24 heures, et reste inférieure à cinq microgrammes par mètre cube en moyenne sur un an, des seuils renforcés l'an dernier face aux preuves de leur impact sur la santé.

Presque toutes les régions habitées du monde dépassent les recommandations de l'OMS, mais l'Asie détient le record. Les niveaux sont 15 fois supérieurs au Bangladesh, 10 fois supérieurs en Inde et neuf fois supérieurs au Népal et au Pakistan. En Asie du Sud, une personne pourrait vivre cinq ans de plus si le niveau de particules fines dans l'air respectait les normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dans les États indiens de l'Uttar Pradesh et de Bihar, où vivent 300 millions de personnes, les maladies causées par ces particules réduisent l'espérance de vie de huit ans, et jusqu'à dix ans dans la capitale New Delhi. La situation en Chine s'améliore. La pollution y a baissé de 40% entre 2013 et 2020, ajoutant deux ans d'espérance de vie à ses habitants. Mais l'espérance de vie reste réduite de 2,6 ans en moyenne dans le pays.

Au niveau mondial, la pollution aux microparticules PM_{2,5} n'a pas baissé en 2020 par rapport à l'année précédente, malgré un ralentissement brutal de l'économie et une baisse des émissions de CO₂ liés à la pandémie de Covid et aux confinements. Statistiquement, la mortalité due à la pollution par les PM_{2,5} est comparable à celle causée par la consommation de tabac, trois fois supérieure à celle liée à la consommation d'alcool et six fois plus que la mortalité liée au VIH, selon le rapport.

[Retour à la table des matières](#)



Le Nigeria pris dans une effroyable spirale de kidnappings

TV5 Monde Afrique – 2022-09-09

<https://afrique.tv5monde.com/information/le-nigeria-pris-dans-une-effroyable-spirale-de-kidnappings>

Il était minuit passé quand une dizaine d'hommes armés de kalachnikovs ont fait irruption dans la maison de Mohammed, en périphérie d'Abuja, la capitale du Nigeria, pour les enlever lui et sa femme.

Le conducteur de camion se rappelle avoir ensuite marché pendant plusieurs heures sous la menace des fusils, en pleine nuit, jusqu'à atteindre une étroite grotte dans une forêt. Les hommes ont dit qu'ils "nous tueraient si on tentait de s'échapper".

Otage pendant trois jours, le couple a ensuite été libéré après le paiement d'une rançon de 600.000 nairas (1.420 euros) par un proche.

De l'argent facile et rapide pour les criminels, appelés "bandits" par les Nigériens. Mais pour Mohammed, qui a demandé à ne pas être désigné par son vrai prénom, le traumatisme est toujours présent.

Les enlèvements ne sont pas un phénomène nouveau dans le pays le plus peuplé d'Afrique, où les jihadistes de Boko Haram avaient fait la une des journaux du monde entier en 2014 en enlevant 276 lycéennes de la ville de Chibok, dans le nord-est du pays.

Depuis, les prises d'otages sont devenues une juteuse industrie face à laquelle les autorités semblent impuissantes. Le président Muhammadu Buhari termine son deuxième mandat critiqué de toute part pour son incapacité à enrayer, tout comme l'insécurité, devenue un enjeu crucial de l'élection présidentielle de février 2023.

Ainsi, selon les estimations de l'ONG Aclad, il y aurait eu cinq fois plus d'enlèvements l'année dernière au Nigeria qu'au Mexique et en Colombie réunis, deux pays pourtant connus pour ce type de criminalité.

Des communautés rurales, particulièrement touchées, se retrouvent ruinées par le paiement des rançons et certaines entreprises dépensent aussi des fortunes pour protéger leurs employés.

Comme beaucoup, Mohammed et sa femme n'ont pas signalé leur enlèvement, par peur des représailles et découragés par une justice dépassée.

Car, parmi la poignée de kidnappeurs arrêtés, la plupart finissent dans les méandres d'un système judiciaire engorgé où les enquêtes sont rarement menées à terme.

- 500 kidnappings par mois –

Au Nigeria, les kidnappings ont pris de l'ampleur dans les années 1990 dans la région du Delta (sud-est), riche en pétrole.



Pendant plus d'une décennie, des militants ont enlevé des centaines d'employés des compagnies pétrolières, dont des étrangers, pour dénoncer l'exploitation injuste des ressources et s'octroyer une forme de redistribution via les demandes de rançon.

Puis, deux acteurs distincts se sont ensuite tournés vers les kidnappings.

Dans les années 2010, les groupes jihadistes ont été les premiers à organiser des enlèvements de masse dans le nord-est, leur fief, où ils mènent une insurrection ayant fait au moins 40.000 morts et plus de deux millions de déplacés.

Aujourd'hui, ce sont davantage les "bandits" qui multiplient les kidnappings, cette fois dans le nord-ouest et le centre du pays.

Au Nigeria, les données sur le nombre de personnes enlevées sont cependant peu fiables et très largement sous-évaluées. Selon l'ONG Aclad, près de 3.000 personnes ont été enlevées en 2021.

Un chiffre loin de la réalité selon une source diplomatique occidentale dans la capitale Abuja, qui estime qu'il y aurait eu plus du double d'enlèvements avec une moyenne de 500 kidnappings par mois en 2021.

Un porte-parole des services de sécurité nigériens (DSS) a toutefois démenti l'existence d'une "épidémie d'enlèvements".

Ils "se sont étendus parce que l'insurrection s'est répandue", a déclaré à l'AFP Peter Afunanya, pointant la prolifération des armes et le fait que les jihadistes frappent désormais hors de leur enclave du nord-est.

Si les analystes font état d'alliances entre les jihadistes et les bandes criminelles, celles-ci agissent a priori sans idéologie, par opportunisme et seul appât du gain.

La hausse soudaine du nombre de personnes enlevées au Nigeria est aussi liée à une série d'enlèvements de masse. Par exemple, fin 2020, plus de 300 garçons ont été enlevés en une seule fois par des bandits dans leur école de l'Etat de Katsina.

Ils avaient été relâchés une semaine plus tard mais cette affaire avait choqué le pays, marquant un tournant pour de nombreux Nigériens dont certains s'étaient résignés à ne plus envoyer leurs enfants à l'école.

- Rançon VIP –

Les ravisseurs visent aussi ceux qui jouissent d'un statut particulier, comme les prêtres, les religieuses ou les hommes et femmes politiques, pour récupérer une rançon bien plus élevée, explique l'analyste en sécurité Kabir Adamu de Beacon Consulting.

Fin mars, des hommes armés ont par exemple enlevé des dizaines de passagers du carré VIP d'un train en partance de la capitale Abuja vers le nord-ouest.

"Fin juillet, 37 otages ont été libérés pour des sommes démarant à 100 millions (de nairas, 230.000 euros) par personne", affirme un rapport du cabinet de conseil nigérian SBM Intelligence.



Ceux qui ont les moyens ont tout simplement arrêté de prendre le train ou la route et n'utilisent plus que l'avion pour se déplacer, créant ainsi un cercle vicieux dans lequel certaines régions du pays sont abandonnées aux bandits qui s'en prennent aux communautés rurales les plus pauvres.

Pour payer, beaucoup sont obligés de vendre leurs maisons, leurs biens et leurs terres. Car pour un agriculteur, la rançon se situe "entre 200.000 et deux millions de nairas (470 et 4.700 euros)", indique l'analyste M. Adamu.

Les ravisseurs demandent même parfois de la nourriture, des téléphones, des motos ou des lunettes de soleil.

Une situation qui aggrave également l'insécurité alimentaire dans les régions reculées.

"Les gens ne vont plus aux champs parce qu'ils ont peur des kidnappings. L'économie rurale est complètement paralysée", souligne Murtala Rufa'i, professeur à l'université Ousmane Dan Fodio (nord), spécialiste du banditisme.

Dans la première économie d'Afrique, les entreprises souffrent aussi.

La menace des enlèvements est "un cauchemar", se lamente un cadre d'une entreprise de construction présent au Nigeria depuis deux décennies.

"Les conséquences sur le business sont énormes (...) à cause du coût de la sécurisation de nos actifs", insiste-t-il sous couvert de l'anonymat. "J'ai des chantiers gardés par 30 soldats la nuit".

En partie justement parce que l'insécurité fait fuir les investisseurs, les forces de sécurité nigérianes se disent "pressées" d'enrayer les kidnappings.

Or, celles-ci sont sous-équipées, sous-payées -quand elles le sont- et peinent à faire baisser les violences. Dans leur lutte contre les bandes armées du nord-ouest et du centre, elles ne parviennent que difficilement à accéder aux forêts, repaires des bandits.

- "Plan Marshall" -

Ahmad Gumi, éminent cheikh basé dans l'Etat de Kaduna, soutient que d'autres solutions existent pour mettre fin aux violences, notamment un "plan Marshall" pour les bandits.

Selon lui, les criminels sont avant tout animés par un sentiment d'injustice, beaucoup ayant perdu à l'origine des biens et des proches dans des conflits inter-communautaires.

Et quand "les bandits se rendent et déposent les armes, il n'y a pas de réhabilitation, pas d'école, rien du tout, donc ils y retournent", insiste-t-il.

Musa, ancien bandit qui ne veut pas être cité par son vrai prénom, explique qu'il a rejoint un gang après s'être fait voler ses vaches par des bandes criminelles du nord-ouest.

"Personne ne m'a forcé (à les rejoindre) mais quand tu n'as rien, tu te retrouves désespéré", raconte le quadragénaire de l'Etat de Zamfara.



Pendant quatre ans, il a aidé à organiser des attaques mais très vite, "c'est devenu: +soit tu es avec nous, soit contre nous+. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de partir", dit-il.

Les Nigériens devraient arrêter de percevoir "les kidnappings comme un mode de vie ou un moyen de survivre", lance Peter Afunanya, porte-parole des services de sécurité de l'État (DSS).

Mais, quand sept Nigériens sur dix ont moins de 30 ans et que le taux de chômage des jeunes atteint les 42%, certains sont prêts à tout pour gagner de l'argent.

Le professeur Rufa'i abonde: "le niveau de pauvreté et de chômage est à la hausse, et la possibilité que davantage de personnes rejoignent les kidnappeurs est très claire."

[Retour à la table des matières](#)



La «faim aiguë» fortement aggravée par la crise climatique dans les pays les plus exposés

Radio-Canada – 2022-09-15

Par : Agence France-Presse

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1915277/crise-climat-faim-aggravation-oxfam>

Sécheresses extrêmes, inondations dévastatrices, désertification : en six ans, la « faim aiguë » a plus que doublé dans les pays les plus exposés aux catastrophes climatiques, selon l'ONG Oxfam, qui appelle les États industrialisés à réduire massivement leurs émissions de gaz à effet de serre et à réparer les dommages causés.

Dans un rapport publié vendredi, l'ONG estime que la faim aiguë a augmenté de 123 % depuis 2016 dans dix pays parmi les plus exposés aux risques climatiques.

Dans ces États – Somalie, Haïti, Djibouti, Kenya, Niger, Afghanistan, Guatemala, Madagascar, Burkina Faso et Zimbabwe –, 48 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitent une aide d'urgence pour survivre.

Dix-huit millions d'entre elles sont même considérées comme étant au bord de la famine.

Si les conflits et les crises économiques restent les principaux responsables de la faim, les phénomènes météorologiques extrêmes, de plus en plus nombreux et violents, réduisent eux aussi la capacité des populations pauvres à contrer la faim et à faire face aux chocs à venir, souligne l'ONG.

La Somalie, qui est l'un des pays les moins bien préparés à faire face à l'urgence climatique, affronte par exemple la pire sécheresse de son histoire, un million de personnes ayant déjà fui leur foyer.

Au Guatemala, le manque d'eau a aussi entraîné une perte de 80 % de la récolte de maïs et décimé les plantations de café, ce qui a conduit de nombreux habitants à quitter le pays.

18 jours de profits pour répondre aux besoins humanitaires

Pour Oxfam, le fait que les États les moins responsables de la crise climatique soient ceux qui en souffrent le plus est une preuve criante d'existence d'inégalités mondiales.

Les pays industrialisés et notamment ceux du G20 sont responsables de plus de trois quarts des émissions mondiales de carbone, tandis que ces dix pays vulnérables n'en émettent collectivement que 0,13 %, souligne l'ONG.

En moins de 18 jours, les profits des entreprises des énergies fossiles suffiraient à financer la totalité des appels humanitaires de l'ONU pour 2022, qui s'élèvent à 49 milliards de dollars, calcule-t-elle par ailleurs.

Lors de l'Assemblée générale 2022 de l'ONU qui s'est ouverte mardi et de la COP27, prévue en novembre, les leaders mondiaux doivent s'engager à réduire massivement leurs émissions et



offrir une compensation aux pays les plus touchés pour les préjudices qu'ils subissent, selon Oxfam.

L'annulation de la dette de ces États vulnérables leur permettrait également d'investir pour lutter contre l'urgence climatique.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)